

L'Édito - L'intelligence économique et stratégique plus que jamais nécessaire, par Alexandre MEDVEDOWSKY

Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

La période de crise sanitaire que nous traversons sous l'effet de la propagation mondiale de la covid-19 crée de vastes zones de risques et d'incertitudes. Entreprises et Etats sont confrontés à des défis d'une ampleur insoupçonnée il y a encore quelques semaines.

Comment affronter un ralentissement d'activité mondial d'une telle intensité et qu'elles peuvent être les projections et les rythmes de reprise par zone géographique ? Comment adapter son appareil de production, sécuriser ses approvisionnements ? Quelle place donner aux filières de production, à la souveraineté stratégique, aux zones d'innovation et à leur maîtrise ? Comment se défendre en situation de faiblesse des prédatrices possibles de concurrents ou de fonds d'investissement ? Comment en sens contraire profiter des opportunités et réaliser des opérations de croissance externe sur des cibles identifiées ? Comment se prémunir, dans cette période particulière, des risques de déstabilisation des États utilisant les règles d'extraterritorialité ou des groupes mafieux à l'origine de cyber attaques ?

Toutes ces questions, et sûrement beaucoup d'autres encore, ne sont pas théoriques. Elles se posent quotidiennement aux décideurs privés et publics. Elles nécessitent des outils d'anticipation, de compréhension des situations complexes, de consolidation et de décryptage d'informations venant de sources multiples et parfois contradictoires. Ce sont les outils de l'Intelligence Économique. Dans cette période de crise sanitaire doublée d'une grave crise économique, ces outils sont indispensables pour que les entreprises ne soient pas sourdes et aveugles. C'est d'autant plus vrai que la guerre économique fait rage : guerre commerciale et idéologique entre la Chine et les USA, guerre de communication et course de vitesse entre États et laboratoires pharmaceutiques sur les traitements et les vaccins,

batailles entre continents et organismes régionaux multilatéraux sur les plans de relance ou les aides massives que les Etats sont en train de mettre en place pour soutenir leurs entreprises.

Concentrés sur leur gestion quotidienne et les urgences, le risque est grand que les acteurs économiques ne consacrent pas suffisamment de temps et d'efforts à y voir clair. Les prestataires de service en matière d'intelligence économique sont là pour aider les entreprises. Regroupés en France au sein du Syndicat Français de l'Intelligence Économique, ils garantissent à la fois une pratique professionnelle, éthique et respectueuse du secret des affaires. Recourir à leurs services plutôt qu'à des cabinets étrangers, c'est aussi se donner l'assurance qu'aucune donnée sensible ne soit transférée à des services de renseignement de puissances étrangères.

L'Etat n'est pas en reste. La multiplication des lieux de réflexion et de conseils (France Stratégie, Conseil d'Analyse économique, CEPPI, SGDSN, IHEDN, CAPS, Conseil du Numérique...) entraîne une perte de sens et de substance dans la réflexion stratégique que n'arrivent pas à compenser la montée en gamme de la Direction Générale des Entreprises (DGE) et le SISSE. La création récente par le SYNFIE d'un Observatoire Français de l'Intelligence Économique, composé d'experts du secteur, a pour objet de renforcer les capacités d'anticipation et d'analyse des signaux faibles de menaces contre les intérêts stratégiques de notre pays. C'est rassemblée et unie, intérêts publics et intérêts privés travaillant ensemble, que la communauté française de l'intelligence économique pourra jouer pleinement son rôle.

Tableau de suivi de l'épidémie

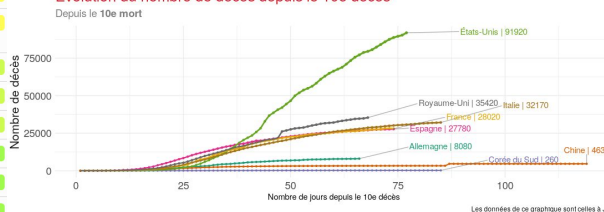
→ "Le virus est toujours là" - La France a enregistré hier 217 décès supplémentaires. Comme le soulignait Jérôme Salomon hier à l'occasion de son point de presse quotidienne "le virus est toujours là", alors même que la France s'engage plus en avant dans le processus de déconfinement, avec notamment une réouverture progressive des plages et autres espaces de loisirs. Le nombre de patients en réanimation est lui à nouveau en baisse, avec 104 patients de moins par rapport à la veille.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	91921	1528568	20260	1574	6,0	2
Royaume-Uni	35422	249991	2429	546	14,2	2
France	28239	180809	882	217	15,6	1
Italie	32169	226699	813	162	14,2	1
Allemagne	8081	177778	1227	78	4,5	1
Espagne	27778	232037	431	69	12,0	0
Chine	4634	82963	0	0	5,6	0
Corée du Sud	263	11110	32	0	2,4	0

Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)



Regard d'expert - Covid-19 en Russie, que disent les chiffres ? par Emmanuel GOUT

Emmanuel GOUT est Président de Cinecittà Parchi à Rome et dirige la société de conseils en communication « Gout, Sevastianov & Partners » à Moscou. Celle-ci opère entre la Russie, l'Europe et le Moyen Orient. Originaire de Lille il part en Italie après ses études pour représenter une entreprise textile, il travaillera par la suite à la direction internationale du Groupe Berlusconi, comme Chargé du Développement en Europe de l'Est et Russie du Groupe Fininvest, et deviendra Président de Canal + Italie. Passionné de la "chose publique" il reste très lié à son pays et à sa région.

La Russie est devenue le deuxième pays en terme de contamination au Covid-19 derrière les USA, quelle signification cela a-t-il vraiment ?

D'abord il convient de préciser que par "contaminé" on entend positif aux tests de Covid-19 y compris les asymptomatiques, donc en somme ceux qui en sont simplement malades tout comme ceux en thérapie intensive. La Russie est le pays qui, derrière l'Allemagne, a le plus pratiqué de tests, donc il est clair que plus l'on fait de tests plus on trouve les malades et plus on peut pratiquer une politique d'isolement et de soins. C'est malheureusement en terme de décès qu'il faut mesurer le drame de la pandémie.

Qu'en est il, en Russie, en terme de décès liés au Covid-19 ?

La Russie a un taux de décès extrêmement bas, de l'ordre de 19 par millions et même si l'on applique une marge d'erreurs liée aux origines de la maladie, nous restons sur l'un des niveaux le plus bas du monde, 10 fois moins que l'Italie, dix fois moins que UK, dix fois moins que la France ! Ce calcul étant fondé sur la base de décomptes réalisés par des journaux considérés d'opposition.

Pourquoi la Russie a-t-elle un taux de mortalité lié au Covid-19 des plus bas au monde ?

Cela est dû à la prévention :

- Fermeture des frontières avec la Chine dès le début janvier.

- Préparation d'hôpitaux (et réquisition de cliniques privées) pour en faire des lieux de soins 100% Covid-19 (c'est pour cette raison que des photos d'ambulances alignées en attente d'admission ont circulé).
- Contrôle de température dans les aéroports dès février et rapidement dans les avions (début mars) avant la sortie des passagers de l'avion.
- En application des règles de l'OMS : les trois T, Test, Tracking, Treatment, c'est ce qui a permis d'éviter l'afflux de patients en situation nécessitant les thérapies intensives.
- Enfin le traitement le plus fréquemment appliqué avec succès chez les personnes trouvées positives fut le "plakvenyl + azitromicin" décrit en France comme la solution du professeur Raoult (qui ne s'applique ni en mode préventif ni quand le malade est en thérapie intensive, mais exclusivement une fois testé positif).

Ces données sont elles fiables ?

Il y aura toujours des personnes pour douter des données et de leur rigueur mais au delà du fait que cette subjectivité s'applique à tous les pays, il y a la transparence des réseaux sociaux comme facebook, instagram, youtube qui sont aussi disponibles et libres en Russie qu'en Europe. Ceux ci empêchent tout subterfuge cynique sur le décompte de nos morts. Il convient de rappeler aussi que près de 100 millions de russes consultent chaque jour leur smartphone.

Un droit de manifestation pas tout à fait déconfiné – Avec l'arrivée du 11 mai, de nombreuses mouvances de gauche et d'extrême-gauche avaient déjà organisé, depuis de longues semaines, les premiers rendez-vous dans la rue contre l'exécutif. Mais le virus est toujours là. Ainsi, si la totalité des commerces n'a pas encore rouvert (on pense aux restaurants), les manifestations sont également toujours confinées. Au grand dam des sphères contestataires, qui, depuis le début de la crise sanitaire ont voulu rappeler qu'ils "n'oublieront pas". En effet, les préfets ont pris, dans différentes villes de France des arrêtés afin d'interdire la tenue de manifestations le samedi 16 mai, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Mais ces manifestations étaient depuis longtemps organisées par une partie des Gilets jaunes.

Certains groupes de Gilets jaunes, à Montpellier, à Nantes ou [Strasbourg](#), ont toutefois décidé, samedi dernier, [de braver cette interdiction](#) et de participer à des rassemblements publics, afin de manifester dès ce premier samedi de déconfinement. Un peu plus d'une petite centaine, ils se sont par exemple rassemblés à Montpellier en veillant au respect de la distanciation sociale et des gestes barrières. En ce sens, peu importe le nombre, l'important était d'être présent. Néanmoins, ces restrictions ou ces interdictions des manifestations avaient un goût amer, notamment parmi ceux, à l'ultra-gauche, qui ont pu créer dès le premier mois de confinement un "[Front de libération des confinés](#)", et qui considèrent que cet état d'urgence sanitaire ne serait qu'un renforcement autoritaire d'un État policier. Car ce "non-déconfinement" des manifestations résonne pour une partie de l'opinion publique comme le dernier pan d'un renforcement de l'autorité sur les libertés publiques. Ses narratifs choisis, entre critique politique et complotisme, consistent, pour une partie d'entre-eux, à mettre en lumière d'une part l'incohérence, selon eux, de l'autorisation de se rendre, en prenant les transports en commun, sur leur lieu de travail ; face à l'interdiction de manifester après deux mois de confinement, d'autre part. Après le contrôle jugé sévère du confinement, via les attestations de déplacement, la mise en place (quoique timide) des applications de tracking, la restriction ou l'interdiction des manifestations vient ajouter au ressentiment d'une partie de l'opinion à l'égard de l'État.

En outre, cette première semaine de déconfinement a montré que les réflexes du confinement, comme l'activisme en ligne, se poursuivait afin de manifester. Si ce "déconfinement en trompe l'œil" a montré les limites de ce à quoi pouvaient prétendre les Français déconfinés, la manifestation traditionnelle en fait partie. Mais jusqu'à quand ? ([Alexandre Trifunovic](#))

Rien de nouveau sous le soleil – Au cours des siècles, les grandes épidémies ont souvent précipité de grandes transformations politiques et sociales, comme l'Histoire du monde occidental semble le montrer encore et encore : la Peste Noire au XIVe siècle, la peste Justinienne au VIe siècle, ou encore la peste de Cyprien au IIIe siècle, semblent avoir eu raison respectivement de l'époque médiévale, de la tentative de l'empereur Justinien de ressusciter l'Empire romain, ou encore provoqué la chute de Rome selon certaines théories.

Par-delà leurs conséquences matérielles tangibles, les conséquences intellectuelles et morales sont parmi celles qui jouent le plus grand rôle dans ces processus de transformation. De même que l'épidémie abolit certaines croyances qui structurent l'horizon mental des individus comme elles encadrent et rendent possible la vie sociale (le respect dû aux morts, la confiance en l'avenir et envers les autres semblables), celle-ci souligne la fragilité des institutions humaines face à l'ennemi invisible qu'est la maladie.

Dans son essai intitulé "Comment l'empire romain s'est effondré", l'historien américain Kyle Harper fait ainsi de la peste de Cyprien vers l'an 250 de notre ère l'une des causes de l'essor du christianisme au détriment du paganisme antique - les dieux des Romains et des Grecs s'étant montrés incapables de venir à bout du fléau, présenté par les tenants de la nouvelle religion comme un châtement divin.

Près de 18 siècles plus tard, la mauvaise santé d'Airbnb et le licenciement de 3 500 employés d'Uber lors d'une vidéoconférence éclair de 3 minutes a, d'une manière étonnante parallèle, illustré la faillibilité des dogmes établis - en l'occurrence économiques - qui prévalaient jusqu'ici de manière quasi-incontestée : de la nécessité supposée de disrupter tous les secteurs économiques ("l'ubérisation") au point de l'ériger en modèle de société indépassable (la "startup nation"). L'inutilité de l'IA et des nouvelles technologies dans la lutte contre le virus est apparue patente, surtout mise en regard de la pénurie de biens industriels pourtant simples à produire (masques, surblouses, gel hydroalcoolique), ainsi que le soulignait Xavier Desmaison dans son éditorial du 18 mai dernier. Si l'utopie de la technologie salvatrice qui aurait réponse à tout n'est pas nécessairement morte, celle-ci se trouve sérieusement remise en cause par un simple organisme micro-cellulaire, venu du fond des âges. Qu'en sera-t-il à l'heure de s'attaquer à d'autres grands problèmes comme celui du changement climatique, face auquel la technologie se présente comme la seule alternative à la décroissance ? ([Jean-Baptiste Delhomme](#) X [Damien Liccia](#))



Regard d'expert - Quel avenir pour les relocalisations en France ? par El Mouhoub MOUHOUD

El Mouhoub MOUHOUD est Professeur d'économie et Vice-Président de l'Université Paris-Dauphine. Il est le premier économiste en France à avoir mis en évidence et prêté le phénomène des relocalisations. Sollicité ces dernières semaines sur le sujet, El Mouhoub MOUHOUD a signé plusieurs articles dans la presse, dans [The Conversation](#) ou [L'Usine Nouvelle](#) par exemple. Auteur de nombreux ouvrages académiques, il a notamment publié « Mondialisation et délocalisations des entreprises » en 2017, aux éditions La Découverte.

Peut-on décréter la relocalisation ? Et dans quel secteur, pour quel objectif et avec quels outils ? Contrairement aux effets d'annonce, la réponse n'est pas si simple.

De quoi parle-t-on ? La relocalisation est, au sens strict, le retour dans le pays d'origine d'unités de production, d'assemblage, ou de montage, antérieurement délocalisées dans les pays à faibles coûts salariaux. La production dans les pays d'origine se substitue aussi à l'approvisionnement à l'étranger en composants intermédiaires ou pièces détachées (outsourcing). Au sens large, la relocalisation peut se définir comme le ralentissement du processus de délocalisation ou la relocalisation à proximité des marchés régionaux. L'ampleur de ce phénomène reste aujourd'hui marginale par rapport aux Etats-Unis par exemple, les délocalisations elles-mêmes ayant été plus tardives en France. Celles-ci s'inscrivent dans une tendance plus large à la régionalisation des chaînes de valeur mondiales, « l'hypermondialisation » de la fragmentation des chaînes de valeur mondiale s'essouffant déjà dès la fin des années 2000.

Les facteurs déterminants de la relocalisation. Tout d'abord l'automatisation et la robotisation des chaînes d'assemblage diminuent l'utilisation du travail dans la fabrication des biens, réduisant l'importance des écarts des coûts de main-d'œuvre par unité produite (rapport salaires/productivité) par rapport aux pays à plus bas salaires. Cela concerne cependant surtout les secteurs utilisant des matières solides, le traitement de matières souples - habillement, cuir, etc. - étant souvent peu automatisable.

Viennent ensuite, la hausse des coûts salariaux dans les pays émergents. Le rattrapage salarial, notamment dans les pays asiatiques et en particulier en Chine, réduit l'intérêt des délocalisations. Si on ajoute d'autres coûts plus ou moins cachés, comme les coûts environnementaux, la relocalisation peut être préférée.

La hausse des coûts de transport et des coûts de transactions du commerce (droits de

douane, barrières non tarifaires...) affecte surtout les produits pondéreux et volumineux et favorise la proximité entre les unités de production et le marché.

Enfin, les exigences de la demande imposent un raccourcissement du cycle de vie des produits, une multiplication des variétés et des variations de la demande très rapides, nécessitant une réactivité accrue peu compatible avec une fabrication géographiquement éloignée.

Dans l'hypothèse d'une fin proche à cette crise, si la demande mondiale reprend et en l'absence de politiques de régulations des échanges et des technologies numériques, **deux scénarios se profilent**. Dans l'industrie automatisable, les relocalisations vont se poursuivre voire s'amplifier ; peu d'emplois directs sont à attendre. Dans les activités de services au cœur même de l'industrie (40 % en moyenne de l'emploi dans les pays de l'OCDE), les délocalisations vont augmenter considérablement ce qui est déjà visible dans les banques ou les assurances. Comme 76% de nos emplois sont dans les services, le gros choc à venir ne concernera pas les industries mais les services aux entreprises et certains services aux ménages (distribution).

Que faire ? La question est bien celle des politiques structurelles industrielles pour favoriser la reprise de l'activité productive en France par l'innovation dans les filières industrielles. Il faut également mieux cibler les aides publiques, notamment le crédit impôt-recherche (CIR) en le concentrant sur les chaînons manquants des filières de production, en changeant les règles européennes, et en versant des allocations aux territoires pour recréer les compétences disparues. Il faut également s'assurer de la traçabilité des chaînes de valeur et revoir la législation européenne dans ce domaine. Il faut enfin sortir du marché certains produits pharmaceutiques et le faire au niveau européen.

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.